

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 13 OCTOBRE 2016**

N°2016.301

L'AN DEUX MIL SEIZE

et le 13 octobre à 20 heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur REVOL Jean-Michel, Maire et après convocations faites à domicile ou de manière dématérialisée en date du 07 octobre 2016.

Nombre des membres en exercice : 29

Présents :

Jean-Michel REVOL, Monique VINCENT, Raphaël MOCELLIN, Noëlle THAON, Jean-Yves BALESTAS, Imen ALOUI, Jean-Pierre PELLINI, Anne-Marie REY-FOITY, Jean BRISELET, André GILOZ, Michel CIPRIANI, Nicole NAVA, Martine FANGEAT, Bernard FESTIVI, Stéphane PELLERIN, Sandra LASTELLA, Chloé BERGER, Florence GENIN, Daniel COINDRE, Christian GRUENZIG, Jacques BARBEDETTE, Ana FERNANDES, Jacques LASCOUNES.

Absents représentés :

Pierre LIOTARD qui a donné pouvoir à Anne-Marie REY-FOITY, Agnès MONIER qui a donné pouvoir à Stéphane PELLERIN, Isabelle GAUVIN qui a donné pouvoir à Jean BRISELET, Nicolas CHOMAT qui a donné pouvoir à André GILOZ, Aurélie MANCA-GUILIANI qui a donné pouvoir à Jacques BARBEDETTE, Johanna PELERIN qui a donné pouvoir à Jacques LASCOUNES.

**- Objet : Prescription de la révision du Plan local d'urbanisme (PLU) –
Définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation**

EXPOSE DES MOTIFS

Monsieur le Maire au côté de Monsieur Jean-Yves BALESTAS, Adjoint à la politique de l'environnement, en charge des Travaux, de l'Urbanisme et de l'Agenda 21 rappelle que la Ville de Saint-Marcellin dispose d'un PLU approuvé le 18 juin 2013.

Une révision du PLU est rendue nécessaire par les dispositions de la loi portant Engagement National pour l'Environnement n°2010-788 du 12 juillet 2010, dite loi « Grenelle II ». La « Grenellisation » du PLU permettra en outre d'envisager les évolutions à apporter sur les différents secteurs de la commune afin de mettre en œuvre le projet urbain de Saint-Marcellin, en prenant en compte les dispositions les plus récentes (loi ALUR de 2014, décret n° 2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la modernisation du contenu du PLU,...).

Monsieur le Maire précise également que le PLU doit être compatible avec le schéma de cohérence territoriale (SCOT) de la région urbaine grenobloise approuvé le 21 décembre 2012.

Monsieur le Maire précise l'obligation résultant des articles L103-2 à L103-4 du Code de l'Urbanisme de délibérer sur les objectifs poursuivis ainsi que les modalités de la concertation pendant toute la durée de la révision du PLU.

.../...

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 13 OCTOBRE 2016**

N°2016.301, suite 1.

Monsieur le Maire indique que les objectifs poursuivis sont les suivants :

- Valoriser Saint-Marcellin comme espace de centralité entre Valence et Grenoble.

Il s'agit de conforter la position de Saint-Marcellin principale ville du Sud-Grésivaudan, ville-centre reconnu par le Schéma de cohérence territoriale de la Région urbaine Grenobloise, en lui donnant les capacités de rayonner entre ces deux métropoles.

Dans cette perspective, la révision du PLU, s'appuyant sur la démarche de revitalisation du bourg-centre soutiendra les fonctions urbaines de la ville en intégrant la structuration des axes de déplacements et des modes doux en particulier, la restructuration du pôle de la gare, un soutien des commerces, le renforcement des zones d'activités, et une gestion du parc de logement attractif et diversifié.

- Conforter le projet urbain de Saint-Marcellin en s'appuyant sur la dynamique de bourg-centre (centralité autour de la gare ferroviaire), la revalorisation de certains quartiers (politique de la ville) et sur les nombreux atouts de la Ville (niveau d'équipements, potentiel d'emploi, qualité de desserte, etc.), dans le cadre d'une logique de développement maîtrisé dans le temps (horizon du PLU, phasage de l'urbanisation,...).

- Favoriser une gestion économe de l'espace par l'optimisation du tissu urbanisé : faciliter la rénovation du bâti ancien pour résorber progressivement la vacance de longue durée (centre historique,...), favoriser le renouvellement urbain (démolition totale ou partielle d'un bâtiment, suivi d'une reconstruction en tout ou partie) pour revitaliser certains quartiers (centre historique, îlot Gambetta,...), requalifier les friches industrielles dans le cadre d'une organisation urbaine cohérente, caractériser le potentiel des « dents creuses » (tènements fonciers non bâtis pouvant accueillir de nouvelles constructions) en adéquation avec leur tissu urbain environnant : densification, aménagement d'un espace vert, etc.

- Encourager la mixité sociale dans l'habitat en recherchant un équilibre dans l'offre de logements. Il s'agit de promouvoir une diversité de l'habitat (parc locatif social, parc privé, ...) et des formes d'habitat (collectif, intermédiaire...) pour répondre aux besoins des ménages à toutes les étapes de leur vie et de maintenir l'organisation d'une offre de logements locatifs aidés répartie de manière équilibrée entre les différents quartiers de la commune.

.../...

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 13 OCTOBRE 2016**

N°2016.301, suite 2.

• Valoriser le cadre de vie à travers ses différentes composantes : l'organisation des espaces et les équipements publics, la mise en valeur du patrimoine bâti (monuments, petit patrimoine,...) et naturel (arbres repères, alignements, coulées vertes,...), la prise en compte des qualités paysagères (points de vue paysagers, covisibilités, ...), l'organisation de continuité pour les déplacements doux etc...

▪ Diminuer les obligations de déplacements motorisés et favoriser les déplacements alternatifs à l'usage individuel de la voiture en facilitant le covoiturage, affirmer le potentiel multimodal de la gare ferroviaire, conforter le réseau de circulations douces (piétons, cycles,...) notamment le long des grands axes traversant, sécuriser les déplacements inter-quartiers et entre les quartiers et les équipements publics, notamment les établissements scolaires, etc. La Ville souhaite également structurer deux axes de circulations douces : une liaison nord-sud (entre la Plaine et la Saulaie) et une coulée verte est-ouest (entre la colline de Joud et la colline du Mollard).

▪ Conforter le développement économique en s'appuyant sur : une offre commerciale diversifiée, le maintien des commerces de proximité, notamment dans le centre historique, une mixité habitat/activité en ville, l'accueil d'activités nouvelles organisées notamment autour de la zone d'activités des Echavagnes et du Plateau des Echavagnes, sur d'autres secteurs de la commune ou dans les friches existantes.

▪ Soutenir la dynamique agricole en s'appuyant sur les spécificités locales (la noix,...), maintenir la fonctionnalité de l'espace agricole sur le territoire et limiter l'impact de l'urbanisation sur le foncier agricole.

▪ Préserver les espaces naturels à forte valeur écologique (vallée de la Cumane qui relie le plateau des Chambarans à l'Isère, les collines de Joud et du Mollard, etc.), organiser une coulée verte entre les collines, maintenir l'équilibre des éléments structurants de la trame verte et bleue en atténuant les effets de coupure liés au passage des grandes infrastructures (A49, voie ferrée,...), limiter l'impact des nuisances et les risques naturels par des aménagements adaptés et **maintenir** sur les coteaux les limites cohérentes entre les entités naturelles, agricoles et urbaines.

.../...

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 13 OCTOBRE 2016**

N°2016.301, suite 3.

- Intégrer la dimension d'économie d'énergie et de réduction des émissions de gaz à effet de serre

Il s'agit de prendre en compte le potentiel de valorisation des ressources naturelles (énergie solaire, filière bois-énergie,...) en développant notamment le chauffage urbain (extension de la chaufferie bois,...), de favoriser des choix de développement urbain permettant de diminuer les obligations de déplacements, d'inciter à la rénovation des logements énergivores, etc.

Monsieur le Maire précise que la révision du PLU s'effectuera dans le cadre du nouveau régime juridique auquel les procédures d'élaboration et de révision prescrites depuis le 1er janvier 2016 sont soumis. En effet, depuis l'entrée en vigueur de l'ordonnance du 23 septembre 2015 et de son décret du 28 décembre 2015, le code de l'urbanisme offre aux collectivités un ensemble de dispositions destinées tout à la fois à moderniser le contenu du PLU et à favoriser le développement d'un urbanisme de projet tout en simplifiant le règlement en offrant notamment aux auteurs de PLU plus de souplesse.

Monsieur le Maire indique que les modalités de la concertation sont les suivantes :

- ✓ Organisation d'au moins 3 réunions publiques lors des principales phases d'élaboration du PLU : diagnostic, PADD, zonage,...
- ✓ Mise en place d'une exposition sur le PLU en Mairie ou dans les locaux municipaux ;
- ✓ Parution d'articles sur le PLU dans le bulletin municipal ;
- ✓ Mise à disposition d'informations sur le PLU via le site internet de la Mairie ;
- ✓ Mise à disposition d'un cahier d'observations relatif au PLU dans les locaux de la Mairie, ainsi que lors des réunions publiques et durant les temps d'exposition.

DECISIONS

Vu la loi Solidarité et Renouvellement Urbain n°2000-1208 du 13 décembre 2000,

Vu la loi Urbanisme et Habitat n°2003-590 du 2 juillet 2003,

Vu la loi portant Engagement National pour l'Environnement n°2010-788 du 12 juillet 2010, dite loi « Grenelle II »,

Vu l'ordonnance n°2012-11 du 5 janvier 2012 portant clarification et simplification des procédures d'élaboration, de modification et de révision des documents d'urbanisme,

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 13 OCTOBRE 2016**

N°2016.301, suite 4.

Vu le décret n°2012-290 du 29 février 2012 relatif aux documents d'urbanisme,
Vu la loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové n° 2014-366 du 24 mars 2014,

Vu la loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt n°2014-1170 du 13 octobre 2014, dite loi « LAAF »,

Vu la loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques n°2015-990 du 6 août 2015,

Vu l'ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015 relative à la partie législative du Code de l'Urbanisme,

Vu le décret n° 2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre Ier du Code de l'Urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L151-1 et suivants, L152-1 et suivants, L153-1 et suivant et R153-1 et suivants,

Vu les articles L103-2 à L103-4 du Code de l'Urbanisme relatifs à la concertation,

Vu le schéma de cohérence territorial de la région urbaine grenobloise approuvé le 21 décembre 2012,

Vu le Plan local d'urbanisme approuvé le 18 juin 2013,

Vu l'avis favorable de la commission de l'Urbanisme, de l'Environnement, des Travaux et de la Sécurité du 04 octobre 2016.

Considérant que la révision du PLU est rendue nécessaire par les dispositions de la loi portant Engagement National pour l'Environnement n°2010-788 du 12 juillet 2010, dite loi « Grenelle II »,

Après avoir entendu l'exposé du Maire, en avoir délibéré, et que lui soit reprecisé l'importance et la pertinence de lancer cette révision, le conseil municipal :

- 1. DECIDE DE PRESCRIRE** la révision du Plan local d'urbanisme sur l'ensemble du territoire communal conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L153-1 et suivants et R153-1 et suivants,

.../...

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 13 OCTOBRE 2016**

N°2016.301, suite 5.

2. **APPROUVE** les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation tels que présentés par Monsieur le Maire dans son exposé des motifs.

La commune se réserve la possibilité de mettre en place toute autre forme de concertation si cela s'avérait nécessaire. La concertation se déroulera pendant toute la durée de la révision du projet de PLU. À l'issue de cette concertation, M. le Maire en présentera le bilan au conseil municipal qui en délibérera conformément à l'article L103-6 du Code de l'Urbanisme, et arrêtera le projet de PLU.

3. **DECIDE DE MENER** la procédure de révision du PLU selon le cadre défini notamment par l'article L132-10 du Code de l'Urbanisme, en ce qui concerne l'association et la consultation des diverses personnes publiques,

La présente délibération sera notifiée aux Personnes publiques associées mentionnées aux articles L132-7 et L132-9 du Code de l'Urbanisme, en application de l'article L 153-11 du même Code :

- Monsieur le Préfet de l'Isère,
- Monsieur le Président du Conseil régional de Rhône-Alpes,
- Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Isère,
- Monsieur le Président de la Communauté de communes du Pays de Saint-Marcellin, titulaire de la compétence en matière de Programme local de l'habitat,
- Messieurs les Présidents de la Chambre de commerce et d'industrie, de la Chambre des métiers et de la Chambre d'agriculture,
- Monsieur le Président du Syndicat Mixte Valence Romans Déplacements,
- Madame la Présidente de la Communauté de communes Chambarans, Vinay Vercors,
- Monsieur le Président de la Communauté de communes Bourne à l'Isère
- aux Maires des Communes limitrophes.

Conformément à l'article L153-11 du Code de l'Urbanisme, à compter de la publication de la présente délibération, l'autorité compétente peut décider de surseoir à statuer, dans les conditions et délai prévus à l'article L424-1, sur les demandes d'autorisation concernant des constructions, installations ou opérations qui seraient de nature à compromettre ou à rendre plus onéreuse l'exécution du futur plan.

.../...

REPUBLICQUE FRANCAISE
Liberté, Egalité, Fraternité
Département de l'Isère
Commune de Saint-Marcellin

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 13 OCTOBRE 2016**

N°2016.301, suite 6.

Conformément aux articles R153-20 et 21 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Elle sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Une copie de la présente délibération sera adressée au Préfet du département de l'Isère.

- Vote

Pour : 23

Contre : 04 (Christian GRUENZIG, Jacques BARBEDETTE, Aurélie MANCA-GUILIANI, Ana FERNANDES)

Abstentions : 02 (Jacques LASCOUMES, Johanna PELERIN)

Ainsi délibéré et ont signé au registre tous les membres présents.

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Grenoble, dans un délai de deux mois, à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité.

**Le Maire,
Jean-Michel REVOL**



Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le 19 octobre 2016.
et publication ou notification du 19 octobre 2016.